Alexis DARLINE, Denyse CÔTÉ & Sabine LAMOUR (dir.),
*Déjouer le silence. Contre-discours sur les femmes
haïtiennes*

Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2018, 310 p.

Stéphanie Mulot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/17584>

DOI : 10.4000/clio.17584

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 295-298

ISBN : 978-2-410-01592-8

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Stéphanie Mulot, « Alexis DARLINE, Denyse CÔTÉ & Sabine LAMOUR (dir.), *Déjouer le silence. Contre-discours sur les femmes haïtiennes* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 50 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 03 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/clio/17584> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.17584>

Ce document a été généré automatiquement le 3 janvier 2023.

Tous droits réservés

Alexis DARLINE, Denyse CÔTÉ & Sabine LAMOUR (dir.), *Déjouer le silence. Contre-discours sur les femmes haïtiennes*

Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2018, 310 p.

Stéphanie Mulot

RÉFÉRENCE

Alexis DARLINE, Denyse CÔTÉ & Sabine LAMOUR (dir.), *Déjouer le silence. Contre-discours sur les femmes haïtiennes*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2018, 310 p.

- 1 Comment produire une recherche sur les femmes et rendre compte de leurs mobilisations dans un pays d'une extrême pauvreté, marqué par une histoire terriblement violente, des rapports sociaux de sexe, de classe, de race fortement inégalitaires, une mauvaise répartition des richesses et des savoirs (hérités de la colonisation, l'esclavage, l'occupation, les dictatures, les catastrophes, et de l'ingérence des organisations non gouvernementales internationales), dans un contexte de fort patriarcat, d'invisibilisation des mouvements féministes et de négation des droits des femmes ? Voici le défi que l'ouvrage dirigé par Sabine Lamour, Denyse Côté et Darline Alexis réussit brillamment à relever, pour dynamiser les études féministes et post-coloniales haïtiennes et caribéennes, à partir des communications présentées à la première conférence internationale interdisciplinaire sur le genre, qui s'est tenue à Port-au-Prince en avril 2016. Ce cadre singulier est l'occasion de questionner et théoriser l'expérience des femmes face à la colonialité du pouvoir et celle du genre, ainsi que les capacités féminines à produire des mouvements qui perturbent l'échiquier social et politique.

- 2 Une première partie, épistémologique, interroge les conditions mêmes de production et de reconnaissance des savoirs sur les femmes et appelle à un féminisme décolonisé et décolonial. Analysant les fondements structurels des injustices épistémiques, Ryoa Chuang montre comment la production du savoir se fait le plus souvent au bénéfice des élites du pouvoir, qui excluent délibérément de l'éducation et des connaissances des catégories marginalisées de personnes. Ainsi, l'épistémologie de l'ignorance, de la résistance et de l'oppression permet de souligner combien les femmes sont maintenues dans des situations d'exclusion, qui permettent la reproduction des inégalités. Elles résistent dans des mouvements collectifs et individuels et dans des productions de savoirs qui sont l'objet de stratégies d'invisibilisation et de dévalorisation. La nécessité de questionner « les récits politiques euro-centrés, de faire resurgir les narrations passées sous silence, [et de reformuler] des théories et politiques à partir de l'expérience des subalternes » (p. 37), dont les femmes, constitue le fondement d'un féminisme décolonial que Célia Romulus appelle de ses vœux. Cela lui permet notamment de critiquer les productions de savoirs issues des scientifiques étrangers et des ONGI, qui entérinent des notions peu fondées, comme celle de l'État fragile, et qui laissent croire au nécessaire besoin d'assistance du pays. Elles justifient l'ingérence des ONGI et les interventions militaires susceptibles de rebâtir le pays, sans tenir compte des actions menées par la population locale dont les femmes. La décolonisation des savoirs apparaît alors comme un préalable à toute analyse scientifique qui rétablirait la centralité de l'expérience et du vécu des populations dominées et principalement des femmes.
- 3 Si la littérature offre des représentations de femmes haïtiennes résistantes et stratégues, la sociologie permet d'interroger la figure du « poto mitan », adossée aux mères de famille souvent monoparentales dans la Caraïbe francophone, qui sont admirées pour leur courage, leur dévouement, leur sacrifice, dans la gestion du travail domestique. Aujourd'hui contestée en Martinique selon Nadine Lefaucheur, ce poto mitan, dont les qualités font l'objet d'une naturalisation dans les discours communs, cache en fait une forte injonction à l'éthique de responsabilité domestique et éducative, qui incombe très tôt beaucoup plus aux filles qu'aux garçons. Cela les empêche de se consacrer à la sphère publique et aux carrières politiques. L'idéal sacrificiel, déjà analysé par ailleurs pour la Guadeloupe, contribue à la reproduction de solidarités traditionnelles qui reposent sur les épaules des femmes, et forme l'arnaque de « l'autonomie sous contrôle » (p. 103) selon Sabine Lamour.
- 4 L'analyse économique permet de mesurer combien la naturalisation des compétences des femmes opère comme une injonction à occuper l'espace domestique et assumer le travail de care gratuit et dévalorisé, ou à investir précocement l'espace marchand, afin de mieux « propulser » les hommes dans des sphères favorisées. Or, ces compétences et savoir-faire ont été acquis au fil d'une histoire de luttes et de résistances. « L'enjeu est ici de savoir si ces compétences féminines peuvent donner lieu à un savoir écrit [et être] scientifiquement validés dans le cadre d'un processus de développement », se demande Frédéric Gérald Cléry (p. 111). Les femmes se retrouvent pourtant essentiellement dans le secteur productif, mais sont peu présentes dans le secteur politique et économique, encore moins comme objet de la recherche en économie. Celle-ci n'est pas pensée comme un levier de l'amélioration du bien-être individuel et collectif. Tout s'oppose en fait à l'autonomisation économique des femmes.

- 5 L'analyse des politiques publiques vient souligner combien l'écart est grand entre l'égalité de droit et l'égalité de fait entre les femmes et les hommes en Haïti. De même, une distance sépare les discours et les représentations officiels et l'application effective des mesures votées. Culpabilisées de s'auto-marginaliser, les femmes sont priées de se comporter en actrices libres et rationnelles par des discours qui nient les contraintes et violences structurelles qui limitent leurs évolutions. La question des quotas est l'un des exemples proposés par Kettleine Charles. Mal compris, peu soutenus, donnant lieu à des formations où les femmes ne sont pas l'objet d'*empowerment* ni d'accompagnement financier, ces quotas peinent à être mis en place, et sont au contraire rejetés pour éviter une véritable mixité en politique qui serait vécue comme préjudiciable aux hommes. Analysé par Rebecca Cadeau, le traitement de la parole des femmes dans les débats politiques, où prédomine toujours une ritualisation de la féminité, constitue un autre exemple de la « longue histoire de négation des femmes dans la vie nationale » (p. 176).
- 6 Il n'est donc pas inutile que l'ouvrage revienne sur les fondements du féminisme dans une ouverture extra-caribéenne. Les collègues québécoises défendent la nécessité d'un féminisme solidaire qui évite la fiction d'un « Nous les femmes » universel, mais tente au contraire de proposer un projet de transformation sociale qui articulerait « les luttes féministes transnationales contre la pauvreté, le racisme, l'homophobie, le colonialisme, l'attrition de l'État Providence » (p. 195). Un féminisme qui pourrait continuer d'être subversif, en rendant compte de la pluralité identitaire des femmes, sans tomber dans le relativisme culturel. L'avenir du féminisme est d'autant plus essentiel à définir que les antiféministes progressent dans une nébuleuse, sous diverses formes de masculinismes, en Haïti et au Québec notamment. Danièle Magloire et Diane Lamoureux s'en inquiètent en montrant comment ils nient les acquis obtenus par les mouvements féministes, et minimisent les discriminations vécues par les femmes, pour mieux considérer les hommes comme victimes de ces acquis, en diabolisant les femmes qu'ils méprisent.
- 7 Enfin, les approches abordant la question des droits des femmes mettent l'accent sur la fragilité des droits, qui appellent à être défendus, renforcés, rappelés pour des femmes qui sont niées dans leur citoyenneté et leurs capacités d'émancipation. Gail Pheterson souligne que l'interdiction de l'IVG dans plusieurs pays caribéens pousse les femmes à adopter des stratégies de contournement trans-insulaires pour échapper à la criminalisation ou à trouver des médecins qui acceptent cette activité illégale. Joelle Kabile voit dans la violence à l'encontre des femmes en Martinique un système totalitaire qui consiste à priver les victimes de leur citoyenneté politique. Par la mise en désolation, l'intériorisation des logiques de la domination, et la pratique de la terreur, la violence voudrait annihiler chez les femmes toute possibilité d'agir et de se défendre.
- 8 C'est donc un ouvrage passionnant, dont on ne peut que regretter l'absence d'une sociologie critique de la religion et des différentes sectes qui pullulent en Haïti car elles produisent souvent un antiféminisme radical, qui éborgne davantage encore les droits des femmes et leurs capacités d'émancipation, en exerçant son emprise féroce dès l'enfance.

AUTEUR

STÉPHANIE MULOT

Université Toulouse Jean Jaurès

CERTOP UMR 5044